

Areski Metref sur Le Soir d'Algérie et le rapport Stora

Macron et la «micro-repentance» introuvable
Publié par Arezki Metref
le 24.01.2021 , 11h00

C'est entendu, la seule chose que nous autres Algériens attendions du rapport Stora ne viendra pas. Il n'y aura, dit-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron, commanditaire du rapport, « ni repentance, ni présentation d'excuses ». Fermez le ban ?

Non ! Bien sûr que non ! Un ami journaliste français dont le père a été un combattant pour l'indépendance de l'Algérie commente les 22 recommandations du rapport établi par Benjamin Stora avec un scepticisme teinté d'ironie :

« Les Algériens réclament la repentance ou du moins des excuses, la réponse, une fois encore, est nient ! On accorde du bout des lèvres la nécessité d'une démarche de reconnaissance »

Et d'ajouter, en grinçant des dents :

« Comme si les Algériens ne valaient pas mieux que la restitution d'une épée, une statue de l'Emir Abdelkader et le retour au bercail du canon Baba Merzoug, là où ils attendent des réparations .»

Pas même, ce qu'il appelle, une « micro-repentance » !

Pourtant, Emmanuel Macron avait semé des indices qui préfiguraient une audace à même de lui faire franchir le Rubicon. Ça ne s'est pas fait. Il demeure, néanmoins, de tous les présidents français celui qui est allé le plus loin dans la reconnaissance de la responsabilité de la France coloniale en Algérie. Il n'en n'était pas question, depuis l'indépendance, ni avec de Gaulle, ni Pompidou, encore moins avec Giscard d'Estaing. Mitterrand, qui fut ministre dans le gouvernement de la France coloniale, n'était pas non plus le mieux placé pour ce mea culpa. Pas plus Chirac ! Quant à Sarkozy, il était, lui, carrément partisan des « bienfaits de la colonisation ». En digne fils spirituel de Mitterrand, François Hollande débarquait à Alger en clamant urbi et orbi qu'il ne venait pas présenter des excuses.

En 2017, lors de son voyage à Alger, Emmanuel Macron a reconnu que la colonisation avait commis des crimes contre l'humanité. En 2018, il admet la responsabilité de l'État français dans l'enlèvement et l'assassinat de Maurice Audin et demande pardon à sa veuve.

Être allé aussi loin n'en fait pas moins le Président d'une France dont différents groupes de mémoire, sinon des lobbies, n'admettent pas d'avoir perdu l'Algérie. A-t-il le cran de transcender sa position d'otage tenu par la conjonction et les contradictions des intérêts de ces différents lobbies et des enjeux politiques internes à la France ? Il était illusoire de s'attendre à ce qu'il aille jusqu'à la repentance ou même présenter des excuses, et encore moins de s'engager aux réparations qui vont avec.

On nous dit que l'Histoire n'admet pas d'être revisitée par la notion de repentance. Pourtant il y eut des cas de demande de pardon qui ont grandi les nations qui les ont

exprimés. En 2013, soit 60 ans après le massacre des Mau-Mau du Kenya par l'empire britannique, après une insurrection anticoloniale, Londres présentait ses «sincères regrets» et indemnisait les victimes et leur famille. En 1995, Jacques Chirac reconnaissait la responsabilité de l'État français dans la déportation des juifs. Certains disent déjà qu'il n'y a pas lieu de comparer la Shoah aux crimes du colonialisme. Même si comparaison n'est pas raison, il n'existe pas de hiérarchie dans le crime, toute vie méritant un égal respect.

De plus, le processus de reconnaissance de la responsabilité de l'Etat est le même, quelle que soit la situation. Sinon comment comprendre cette nuance fondamentale selon laquelle Emmanuel Macron demande pardon à Madame Josette Audin, la veuve du mathématicien, ce qui en soit est une excellente chose, et non au peuple algérien.

Ceux parmi nous qui attendaient du rapport Stora qu'il serve la mémoire des combattants et des militants algériens pour l'indépendance de leur pays, toutes époques confondues, ont oublié que la mission confiée par le Président français à l'historien français né en Algérie reste une affaire franco-française.

Outre le fait que depuis le début de son quinquennat, Emmanuel Macron a montré son ambition de marquer son passage au pouvoir en allant le plus loin possible dans le dossier explosif des relations franco-algériennes marquées par le contentieux colonial, il n'échappe à personne qu'il y a d'autres enjeux.

Le plus important demeure l'échéance électorale présidentielle de 2022. On soupçonne Emmanuel Macron, tenté de se servir du rapport Stora ou du moins de certaines de ses préconisations, pour gagner pêle-mêle les voix d'une partie de l'électorat de gauche qui pourrait être sensible à la volonté de réconciliation des mémoires, et dans le même temps de complaire à des groupes de mémoire comme les harkis, les anciens combattants et les rapatriés et leurs descendants traditionnellement de droite.

Autre point. On sent dans le rapport Stora que ce dernier a dû se livrer à des contorsions périlleuses pour tenter de contenter des intérêts antagoniques. Mais sur les 22 recommandations dont quelques-unes procèdent du registre strictement symbolique, potentiellement plus consensuelles, qu'en restera-t-il ?

À première vue, que ce soit en Algérie ou en France, ce rapport réveille davantage le conflit qu'il ne le résout. Nous autres Algériens, insatisfaits à raison, de l'esprit de ce rapport qui établit de fait une injuste symétrie entre colonisateurs et colonisés, devons rappeler qu'une colonisation est d'abord le viol de la souveraineté d'un peuple. Nous ne devons pas oublier, en tant que citoyens dont le Hirak a montré l'attachement et la glorification de l'esprit de Novembre, qu'il nous appartient de demander à nos propres gouvernants de réhabiliter la connaissance de notre histoire dans sa vérité et loin de sa réécriture incessante sous la pression des images imposées par les gouvernants du moment.

A. M.

Tu es un mauvais Algérien, va !
Publié par Arezki Metref
le 31.01.2021 , 11h00

Visiblement, une guerre n'est jamais vraiment finie... Même quand on le croit, elle se poursuit, en fait, par d'autres moyens, tendant d'autres pièges, faisant d'autres victimes. Et les prolongations occasionnent autant de dégâts que la version live.

En guerre, alors ? Non. Mais, voilà... Elle se voulait pourtant équilibrée – et, en tout cas, sereine - cette chronique de la semaine dernière portant sur ce qu'on appelle le rapport Stora. On le croyait, du moins !

Eh bien, c'est raté ! Elle a provoqué un retour de tirs sur plusieurs fronts. En plus de la qualification rédhibitoire de «mauvais Algérien» !

D'abord, est-il opportun de faire cette mise au point ? Le regard critique - critique tranquille et nécessaire ! - sur ce rapport, ne visait en aucune façon son auteur, Benjamin Stora. A posteriori, il paraît utile de le préciser. Il n'est pas difficile de supposer deux choses. La première, c'est que, vu les circonstances politiques et le confinement franco-français de ce document, il ne pouvait que nous désagréer, nous autres Algériens. Ensuite, quelles qu'aient été ses conclusions, il paraît difficile de toutes les façons d'éviter le malaise, compte tenu de la profondeur et de l'acuité du contentieux et de la disparité des intérêts de groupes de mémoires antagoniques.

Fils lui-même de cette déchirure, Benjamin Stora reste sans doute l'un des historiens contemporains ayant le regard le plus apaisé sur l'histoire de la colonisation française en Algérie. Les moins malveillants de ses contempteurs ne remettent nullement en cause sa bonne volonté ni sa maîtrise du sujet, mais lui reprochent d'avoir accepté la commande d'Emmanuel Macron. Leur argument ? Il n'appartient pas à un historien d'élaborer un rapport politique sur l'Histoire.

Il faut reconnaître qu'il est courageux d'avoir accepté une mission, disons-le comme cela, aussi casse-gueule. C'est peut-être une forme de militantisme. En tout cas, nous ne sommes ni de ceux qui lui font grief d'avoir fait le boulot, - tant qu'à être fait, on préfère encore que ce soit par lui -, ni de ceux qui, désapprouvant l'esprit du rapport, en fustigent l'auteur.

Venons-en aux différentes catégories de critiques essuyées.

1. De façon générale, nous avons eu droit à la sagacité offensive des gardiens du temple sacré. Comment peut-on tomber dans le piège de parler d'un passé vaseux et évasif, et donc accepter, du même coup, ce qui est une fumisterie de diversion du présent ? C'est l'Algérie elle-même dans son existence en tant que nation qui est menacée et se concentrer sur autre chose que sur les dangers immédiats qui la guettent, c'est forcément jouer le jeu de ses ennemis. Il faut se parer contre la menace israélo-marocaine sur l'Algérie, de l'islamisme qui mine le pays de l'intérieur, du Hirak qui, en dépit du confinement, continue à être la main de l'étranger. Pas du passé colonial. Pas de ces questions qui nous renvoient in fine à une impasse.

2. D'avoir demandé, par exemple, la repentance - non pas dans sa dimension religieuse, mais simplement symbolique, comme l'Angleterre pour les Mau-Mau du Kenya ou l'Australie pour les Aborigènes – nous a ipso facto valu d'être classés dans le courant décolonial qui ne cherche pas la paix des mémoires mais, au contraire, la continuation de leur fracassement !

Au lieu de refuser la symétrie dans la souffrance entre colonisateurs et colonisés, et de rappeler cette vérité primale (la colonisation est la spoliation de la souveraineté d'un peuple par un Etat) nous aurions dû nous contenter de ces petites choses qui, dans le rapport Stora, rapprocheraient, dans un premier pas qui demandera à être consolidé, les mémoires et les groupes qui les portent.

Oui, bien sûr ! Sauf qu'il faut commencer par le commencement et admettre la nature déstructurante et meurtrière du colonialisme.

Tout est question de temps ? Il a fallu attendre 1999 pour que, dans les documents officiels français, le terme «Opérations de maintien de l'ordre en Afrique du Nord» soit remplacé par «Guerre d'Algérie». Il n'y a rien qui compromette une proximité des mémoires dans la demande lucide de qualifier d'abord la nature de l'occupation française de l'Algérie. Tout au contraire !

3. Des amis - algériens - qui ne sont pas dupes de ce que le pouvoir algérien, autant que le pouvoir français, utilise la question sensible du colonialisme pour sortir de mauvais pas internes, nous mettent en garde, à l'inverse, d'être de ceux qui demandent la repentance, exactement comme «ces caciques du FLN qui, au pouvoir, exigent de l'ancien colonisateur des excuses quand il faut orienter le regard sur des choses internes et, une fois balayés du pouvoir, courent couler une retraite en France». Cette repentance-là est, en effet, un fonds de commerce. Il y a des formes plus nobles et désintéressées, celles qui consistent à reconnaître les crimes commis par le colonialisme !
4. Il y en a aussi qui ne comprennent pas qu'on se mêle du débat franco-français, négligeant celui que nous devons avoir nous-mêmes entre nous. Ils disent que les mémoires n'ont pas besoin de se faire écho, et ce qui nous intéresse, nous, c'est le récit national que nous devons construire sur notre propre histoire. Ni repentance, ni excuses, ni rien du tout : juste permettre à nos historiens de travailler correctement et abandonner la vision idéologique de l'Histoire qui sert à gouverner en promouvant rétroactivement les gouvernants du moment. Ces amis-là nous exhortent à nous occuper de ce qui nous regarde.
5. Il y en a, enfin, qui insistent sur leur désintérêt total pour ce qu'ils considèrent comme un troc loufoque : une statue de l'Emir Abdelkader contre la liberté de circuler en Algérie pour les harkis !

Comme pour confirmer l'inconfort provoqué par ce rapport, des enfants de harkis ont publié une tribune dans laquelle ils s'opposent à la panthéisation de l'avocate du FLN Gisèle Halimi, en application d'une des recommandations du rapport Stora, et trouvent que les harkis ont la portion congrue dans cette mémoire. Un lecteur nous traite carrément de «mauvais Algérien», ne précisant pas ce qu'est un bon Algérien. Ah ces délivreurs de certification patriotique !

A.M.